

Les contradictions du sionisme : Un projet politique bâti sur la dissonance cognitive

L'État moderne d'Israël, en tant qu'incarnation politique du sionisme, repose sur une série de contradictions si flagrantes qu'elles nécessitent non seulement des contorsions idéologiques, mais aussi la suspension de la logique juridique, morale et historique. Loin d'être le refuge démocratique qu'il prétend être, Israël a institutionnalisé la suprématie ethno-nationale, imposé une occupation militaire et s'est engagé dans une tromperie systématique – s'appuyant sur une architecture de propagande qui s'effondre sous le poids de ses propres incohérences.

Parler honnêtement d'Israël n'est pas une attaque contre l'identité juive. Au contraire : certains des opposants les plus bruyants et les plus intègres au sionisme ont été des intellectuels juifs, des scientifiques, des rabbins et des survivants du fascisme – parmi eux **Albert Einstein**, qui, dans une lettre au *New York Times* en 1948, a qualifié le leader sioniste **Menachem Begin** de fasciste. Critiquer Israël n'est pas antisémite ; c'est résister à la déchéance morale et politique que le sionisme a infligée à la tradition juive de justice et au peuple palestinien qui supporte quotidiennement le coût de ses contradictions.

Un État "juif et démocratique" : Un oxymore en pratique

Israël prétend être à la fois un État juif et une démocratie pour tous ses citoyens. Cette affirmation est plus qu'une contradiction ; c'est un mensonge soigneusement élaboré. La **Loi sur l'État-nation de 2018** déclare explicitement que « le droit à l'autodétermination nationale dans l'État d'Israël est exclusif au peuple juif ». L'arabe, autrefois langue officielle, a été rétrogradé. Pendant ce temps, **20 % de la population d'Israël – les citoyens palestiniens – sont légalement des citoyens de seconde classe**, avec un accès restreint au logement, à l'éducation et à l'influence politique.

Comment un État fondé sur l'exclusivité ethnique peut-il prétendre être démocratique ? Il ne le peut pas. Aucune démocratie digne de ce nom n'inscrit une hiérarchie raciale ou religieuse dans sa loi fondamentale. La démocratie d'Israël fonctionne pour les Juifs, et uniquement pour les Juifs.

La critique comme antisémitisme : Un bouclier contre la responsabilité

L'assimilation de la **critique d'Israël à l'antisémitisme** n'est pas seulement illogique – elle est intellectuellement malhonnête. En adoptant des définitions comme la **définition de travail de l'IHRA**, Israël instrumentalise la souffrance juive pour réduire au silence l'opposition. Elle met sur le même plan ceux qui s'opposent à l'apartheid, à l'occupation et au net-

toyage ethnique avec les antisémites, tout en ignorant les nombreux Juifs – religieux et laïques – qui condamnent le sionisme comme une trahison de l'éthique juive.

Einstein, **Hannah Arendt** et **Martin Buber** ont tous averti qu'un État juif construit sur le nationalisme et la violence aboutirait à la tyrannie. Des groupes contemporains comme **Je-wish Voice for Peace**, **IfNotNow** et les Juifs orthodoxes antisionistes comme **Neturei Karta** perpétuent cette tradition. Mais dans le cadre idéologique d'Israël, ces Juifs sont diffamés comme « autoproclamés haïseurs de soi », une ironie grotesque pour un État qui prétend représenter tous les Juifs.

Cette réduction de l'identité juive à un récit sioniste monolithique est une attaque contre la pluralité juive – et une profonde trahison de l'histoire juive.

La guerre juridique sélective : Le droit international comme théâtre politique

Lorsque des hôpitaux à Gaza sont bombardés par des jets israéliens, la réponse est le silence ou l'obfuscation : « Le Hamas l'utilisait comme base. » Lorsqu'un missile iranien cause des dommages près d'un hôpital israélien, il est immédiatement qualifié de **crime de guerre**. Ce n'est pas un raisonnement juridique – ce sont des relations publiques déguisées en justice.

Israël sélectionne le droit international à sa convenance. Il invoque le droit à l'autodéfense en vertu de l'**Article 51 de la Charte des Nations Unies**, mais rejette les résolutions contraignantes du **Conseil de sécurité de l'ONU** et les décisions de la **Cour internationale de justice**. Il opère au-dessus de la loi car son principal allié, les États-Unis, garantit l'impunité au plus haut niveau.

Ce n'est pas le comportement d'une démocratie régie par des normes – c'est le comportement d'un acteur voyou protégé par le pouvoir.

Menachem Begin : De terroriste à Premier ministre

La contradiction la plus flagrante dans le récit d'Israël sur la « lutte contre le terrorisme » réside peut-être dans la vie de **Menachem Begin**, fondateur du parti de droite Likud et sixième Premier ministre d'Israël. Avant son ascension politique, Begin était le commandant de l'**Irgoun**, un groupe paramilitaire sioniste responsable d'une série d'**attaques terroristes** incontestables :

- Le **massacre de Deir Yassin** (1948) : Plus de 100 civils palestiniens ont été massacrés.
- L'**attentat à la bombe de l'Hôtel King David** (1946) : 91 personnes ont été tuées dans un centre administratif britannique.
- Les **attentats à la bombe de l'ambassade britannique** à Rome et de l'**Hôtel Sacher** à Vienne étaient des actes de terrorisme international.
- Le gouvernement du Mandat britannique a offert une **prime de 10 000 £** pour la capture de Begin. Il était, selon toutes les définitions juridiques et politiques de l'époque,

un **terroriste**.

Pourtant, Begin est ensuite entré au Knesset israélien, a fondé le parti Likud et est devenu Premier ministre. Aujourd'hui, son nom orne des autoroutes et des institutions académiques en Israël.

Comparez cela à la manière dont les Palestiniens sont traités. Toute résistance armée à l'occupation militaire, même dirigée contre des soldats ou des colons illégaux, est immédiatement qualifiée de terrorisme. Les actes mêmes qui ont contribué à fonder Israël sont célébrés ; des actes similaires des opprimés sont diabolisés.

Cette hypocrisie n'est pas accidentelle – elle est fondamentale.

La “guerre” qui n'en est pas une

Israël présente ses campagnes à Gaza comme des actes de guerre. Pourtant, il refuse de reconnaître la Palestine comme un État et le Hamas comme une force combattante légitime. Cette ambiguïté délibérée permet à Israël d'échapper aux obligations juridiques dans les deux sens : il invoque les lois de la guerre pour justifier les bombardements, mais rejette le statut de **prisonnier de guerre (POW)** pour les combattants capturés. Les captifs israéliens sont appelés « otages » quel que soit leur statut militaire, tandis que les Palestiniens se voient refuser à la fois leurs droits juridiques et leur dignité humaine.

Ce n'est pas seulement une contradiction – c'est un système de **guerre asymétrique légitimé par une manipulation juridique**.

L'Instrumentalisation de l'indigénéité

L'idéologie sioniste revendique une connexion de 3 000 ans avec la terre d'Israël, souvent en confondant **l'héritage spirituel** avec la **souveraineté politique**. Pourtant, la plupart des Juifs israéliens d'aujourd'hui sont des descendants d'**immigrants européens**, dont beaucoup sont arrivés au XXe siècle. Pendant ce temps, les Palestiniens – musulmans, chrétiens et juifs – vivaient continuellement sur la terre pendant des générations avant la Nakba de 1948.

En 1917, plus de **95 % de la population de la Palestine parlait arabe**. L'hébreu était une langue liturgique, non parlée. La revendication de l'indigénéité sioniste ne vise souvent pas à partager la terre, mais à effacer complètement la présence palestinienne.

La véritable indigénéité n'est pas un outil de déplacement – c'est un appel à la coexistence. Cependant, le sionisme a utilisé le langage du retour pour justifier une expansion coloniale continue.

Conclusion : Un projet bâti sur l'inversion

Le sionisme, tel que pratiqué par l'État d'Israël, inverse chaque norme éthique et juridique qu'il prétend défendre. Il exige un monde où :

- **L'occupation est une défense, et la résistance est du terrorisme**
- **L'ethnocratie est une démocratie**
- **La mémoire historique devient un titre de propriété**
- **Les criminels de guerre deviennent Premiers ministres**
- **Les dissidents juifs sont effacés, et le nationalisme juif est assimilé à l'identité juive**

Accepter ces inversions, c'est accepter une réalité où la vérité est ce que le pouvoir dit qu'elle est. Mais des millions de personnes – Palestiniens, Juifs antisionistes et alliés de principe – refusent de participer à cette farce. Ils exigent que la loi s'applique équitablement. Que la démocratie signifie l'égalité. Que l'histoire soit honorée, et non exploitée.

S'opposer au sionisme, ce n'est pas s'opposer aux Juifs. C'est **se tenir aux côtés des Juifs** comme Einstein, qui voyaient dans sa violence un avenir de guerres sans fin. C'est exiger un monde où la justice n'est pas suspendue pour un État, peu importe à quel point il prétend être sacré.

Le sionisme a exigé la suspension de la raison. Il est temps de mettre fin à cette farce.